



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Réactions

La mort du pape François émeut le monde entier

La mort du pape François, ce lundi matin 21 avril 2025, fait évidemment réagir le monde entier. La présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, a rendu ... • (Page 08)

Etats-Unis

Milliardaires et multinationales bien lotis à l'ère de Trump

Le président américain dénonce les taxes visant les entreprises américaines de la tech, dont les patrons sont devenus ... • (Page 08)

Economie

Le Togo passe de B à B+ chez Standard & Poor's

• (Pages 03)



Infrastructure

L'UPRAD pose la première pierre de son siège

À Lomé, l'Union Professionnelle des Agréés en Douanes (UPRAD) a lancé la construction de son tout premier siège.... • (Page 02)

Décès du Pape François

Le Togo adresse ses condoléances à l'Église Catholique

Le chef de l'Église Catholique, le Pape François s'est éteint ce lundi 21 avril à 88 ans, a annoncé le Vatican. Peu après l'annonce ... • (Pages 04)

Afrique

Huawei réaffirme son engagement pour un avenir numérique

Organisé en marge de GITEX Africa, le Huawei Intelligent Africa Summit 2025 s'est tenu à Marrakech sous le thème « Amplifier l'intelligence ... • (Page 06)

Notation internationale

• (Pages 04)

Fitch Ratings confirme la solidité du profil de crédit de la BOAD

Lycée de Notsè

Enseignants et élèves entretenus sur le CERFER

Une délégation du Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER), conduite par le directeur général, Dr. Samah Ouro-Djoko s'est entretenue ... • (Page 11)



L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Infrastructure

L'UPRAD pose la première pierre de son siège

À Lomé, l'Union Professionnelle des Agréés en Douanes (UPRAD) a lancé la construction de son tout premier siège. Une infrastructure ambitieuse qui reflète l'engagement du secteur privé dans la transformation économique du pays et l'alignement avec la vision gouvernementale de modernisation.

● Vivien Atakpabem

La cérémonie de pose de la première pierre du futur siège de l'UPRAD s'est tenue en grande pompe dans la commune du Golfe 1 à Lomé, non loin du Port Autonome. Cette étape marque une avancée significative pour cette association historique, qui rassemble les commissionnaires agréés en douane du Togo. Le bâtiment, confié au cabinet Ge Architecture et partenaires, sera un immeuble de R+6 implanté sur un terrain de 1 500 m². Il comprendra des bureaux modernes, des espaces commerciaux, une grande salle de conférence et un rooftop, offrant à l'Union un outil de travail à la hauteur de ses missions. Pour Laurent Tamegnon, président du patronat, il s'agit d'un « jour mémorable », tant le projet symbolise la structuration d'un secteur stratégique pour le commerce et la fiscalité nationale.

Une vision affirmée du secteur privé togolais

Présent à la cérémonie, Stéphane Kpowbié Tchasso AKAYA, secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances, représentant le ministre Essowè Georges Barcola, a souligné l'importance de ce projet : « Avec cette pose de la première pierre, c'est le Togo qui se transforme, c'est le secteur privé que nous voulons, c'est la vision du Chef de l'État de voir un secteur privé fort, transformé et renforcé. » Le nouveau siège de l'UPRAD ne sera pas qu'un simple bâtiment. Il deviendra un



centre de formation, de coordination et de dialogue entre les professionnels agréés, l'administration douanière et les autres acteurs de la chaîne logistique. Ce lieu incarnera la reconnaissance du rôle crucial que jouent les agréés dans la mobilisation des ressources publiques, la sécurisation des échanges, et la facilitation du commerce transfrontalier.

Une infrastructure comme levier de professionnalisation

Cela faisait trop longtemps que les membres de l'UPRAD, malgré leur rôle déterminant, exerçaient leurs fonctions sans siège dédié. Cette lacune sera désormais comblée. Le nouveau bâtiment répondra aux défis de modernisation de la profession, dans un contexte d'évolution constante du commerce international. « Grâce à votre collaboration avec l'OTR, le Togo atteint depuis une décennie ses objectifs de mobilisation de ressources », a rappelé M. AKAYA, soulignant que la construction de ce siège vient officialiser et renforcer cette contribu-

tion. Il s'agit également d'un signal fort envoyé par le gouvernement en matière de soutien au secteur privé organisé, dont les dynamiques structurantes, comme celle de l'UPRAD, participent pleinement au renforcement de la compétitivité nationale.

Entre ambition nationale et vision présidentielle

L'initiative s'inscrit dans une ambition plus large du gouvernement togolais de faire du secteur privé un moteur de développement, comme le veut la vision du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé. La commune du Golfe 1, où sera construit le siège, concentre une grande partie de l'activité économique nationale, notamment avec la présence du Port Autonome de Lomé. Ce projet témoigne aussi de l'évolution du métier de commissionnaire agréé en douane, qui ne se limite plus aux simples opérations de transit ou de dédouanement, mais implique une gestion rigoureuse répondant à des exigences administratives, comptables et fiscales de plus en plus pointues.

AUX DÉCIDEURS ...

Sur la voie d'un avenir économique durable

La récente décision de l'agence de notation S&P Global Ratings d'élever la note souveraine du Togo de B à B+, assortie de perspectives stables, n'est pas simplement une formalité technique destinée aux marchés financiers. Elle constitue, au contraire, une reconnaissance internationale du chemin parcouru par le pays, de sa résilience dans un contexte mondial complexe, et de sa volonté affirmée de transformation économique.

Dans une région encore secouée par les secousses de la pandémie, les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine, et les menaces sécuritaires aux frontières, le Togo affiche une capacité de résistance remarquable. Croissance économique soutenue, inflation maîtrisée, discipline budgétaire renforcée, investissements stratégiques : autant de piliers sur lesquels repose cette performance saluée à l'unisson par les observateurs internationaux.

Ce relèvement de notation, aussi symbolique que stratégique, intervient alors que le gouvernement togolais poursuit une politique de réformes structurelles ambitieuses. Le déficit budgétaire est contenu, les recettes fiscales sont en hausse, et la dette publique suit une trajectoire descendante. Dans un monde où la crédibilité financière est un sésame précieux, cette évolution vient crédibiliser davantage la signature du Togo sur les marchés et renforcer la confiance des partenaires techniques et financiers.

Mais derrière les chiffres et les statistiques se dessine un enjeu plus vaste : la transformation d'un modèle économique longtemps dominé par l'informel et la dépendance à l'agriculture de subsistance. Des infrastructures structurantes comme le Port Autonome de Lomé, véritable hub logistique de la sous-région, et la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) montrent la voie vers une économie plus diversifiée, intégrée aux chaînes de valeur régionales, tournée vers l'exportation et l'industrialisation.

Cependant, la route est encore longue. Le revenu par habitant reste faible, l'informalité prédomine et les défis sécuritaires menacent d'entraver les avancées économiques. Ce B+, en réalité, est une note d'encouragement plus qu'une consécration. Il ne doit pas être perçu comme un point d'arrivée, mais comme une invitation à persévérer dans l'effort. Car si la trajectoire est bonne, elle reste fragile.

L'avenir économique du Togo dépendra de la capacité à consolider les acquis, à renforcer l'inclusion économique, à moderniser les administrations, et à bâtir un secteur privé compétitif. Le pays devra également intensifier ses investissements dans le capital humain, dans la sécurité et dans la gouvernance, pour faire de cette transition économique une transformation réellement durable et partagée.

Ce signal envoyé par S&P doit être entendu, interprété et utilisé comme un levier pour mobiliser davantage les ressources internes et externes. C'est aussi un appel à la cohérence des politiques publiques, à l'unité des acteurs économiques et à la poursuite résolue des réformes.

Oui, le Togo est sur la bonne voie. Mais la marche vers l'émergence n'a pas de raccourci. Elle exige constance, vision, et surtout, un engagement de tous.

M.T

Image du jour



● Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, Médiateur de l'Union africaine entre le Rwanda et la RDC effectue ce lundi 21 avril 2025, une mission diplomatique à Kigali pour des consultations avec le Président Paul Kagame.

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

| | Pays | Afrique de l'Ouest | Afrique subsaharienne |
|---|----------|--------------------|-----------------------|
| Population (NU, 2023) | 9,3 M | 446 M | 1,2 Md |
| Taux de croissance démographique (NU, 2023) | 2,3% | 2,3% | 2,6% |
| Population en 2050 (estimations NU, 2023) | 15,6 M | 735 M | 2,1 Mds |
| Taux de fertilité (NU, 2023)* | 4,2 | 4,4 | 4,3 |
| Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)** | 41 | 60 | 48 |
| Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)*** | 77,1 | 91,2 | 94,4 |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023) | 39,9% | 41,5% | 41% |
| Espérance de vie à la naissance (NU, 2023) | 62,7 ans | 58,3 ans | 62,1 ans |
| Part de la pop. urbaine (NU, 2023) | 44,5% | 49,5% | 43,1% |

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Economie

Le Togo passe de B à B+ chez Standard & Poor's

L'agence de notation internationale S&P Global Ratings a relevé, le 18 avril 2025, la note souveraine à long terme du Togo de « B » à « B+ », assortie de perspectives stables. Une décision saluée comme une reconnaissance des efforts soutenus du gouvernement togolais en matière de réformes économiques et de gestion budgétaire rigoureuse.

• Joël Yanlo

Dans un contexte économique mondial encore marqué par les séquelles de la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, le Togo affiche une remarquable résilience. S&P prévoit une croissance annuelle moyenne du PIB de 6,0 % entre 2025 et 2028, soutenue par une consommation privée dynamique et une inflation modérée, estimée à 2,0 % à 2,5 %. « Le Togo se distingue par sa capacité à maintenir un cap de développement, avec une croissance supérieure à celle de nombreux pays comparables », souligne l'agence.

Discipline budgétaire et réformes fiscales

Le rapport met développe les progrès en matière d'assainissement budgétaire. Grâce à une meilleure mobilisation des recettes fiscales, notamment par l'élargissement de l'assiette



fiscale et la réduction des exonérations, le déficit public a été ramené à 4,6 % du PIB en 2024, contre 6,7 % l'année précédente. Les dépenses d'investissement, bien que réduites, restent soutenues, et le gouvernement limite la hausse des dépenses de fonctionnement malgré les pressions sécuritaires croissantes dans le nord du pays. S&P prévoit que la dette publique nette du Togo passera sous la barre des 60 % du PIB d'ici 2028, avec un coût de la dette parmi les plus faibles des pays classés dans la

catégorie « B ».

Infrastructures stratégiques pour asseoir la croissance

Le développement du port de Lomé – seul port naturel en eau profonde de la région – continue de jouer un rôle central dans l'économie togolaise. En 2024, le trafic portuaire a atteint plus de 30 millions de tonnes, avec près de 70 % lié aux transbordements, confirmant le rôle de Lomé comme hub logistique régional. De plus, la zone industrielle d'Adétikopé

(PIA), lancée en 2021, commence à porter ses fruits avec l'implantation d'entreprises dans la transformation du coton et l'agro-industrie, amorçant une diversification de l'économie encore trop dépendante de l'agriculture informelle.

Défis structurels persistants

Malgré ces progrès, des défis majeurs subsistent. Le PIB par habitant reste faible, à environ 1 100 dollars en 2024, et ne devrait pas dépasser 1 400 dollars à l'horizon 2028. L'économie demeure

fortement informelle, ce qui freine la capacité de l'État à élargir ses ressources fiscales. Les risques sécuritaires dans le nord du pays, accentués par l'instabilité dans les pays voisins comme le Burkina Faso ou le Mali, constituent également un point d'attention pour l'agence de notation.

Signal positif pour les investisseurs

Pour les partenaires techniques et financiers du Togo, cette révision à la hausse de la note souveraine représente

un signal fort. Elle confirme la crédibilité du pays sur les marchés internationaux et pourrait faciliter l'accès à des financements plus favorables. Le soutien des institutions multilatérales, comme le FMI et la Banque mondiale, reste crucial. En décembre 2024, le FMI a approuvé une nouvelle revue du programme de Facilité de Crédit Élargie (FEC), débloquant 57 millions de dollars pour appuyer les réformes en cours.

En route vers une transformation économique durable

La note B+ reflète la conviction des experts que le Togo est sur la bonne voie pour transformer son économie, malgré un environnement régional incertain. La poursuite des réformes, la diversification des sources de financement et l'amélioration du climat des affaires seront déterminantes pour maintenir cette trajectoire ascendante.



Le Togo en chiffres

| | 2023 | 2024 |
|--|----------|----------|
| Croissance du PIB réel (FMI) | 5,6 % | 5,3 % |
| Croissance du PIB réel par habitant (FMI) | 3,1 % | 2,8 % |
| Taux d'inflation moyen annuel (FMI) | 5,3 % | 2,7 % |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI) | -6,7 % | -4,9 % |
| Dette publique (en % du PIB, FMI) | 68,0 % | 69,7 % |
| Recettes publiques (en % du PIB, FMI) | 19,8 % | 19,0 % |
| Solde courant externe (en % du PIB, FMI) | -2,9 % | -3,0 % |
| Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA) | 3,2 mois | 3,3 mois |

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

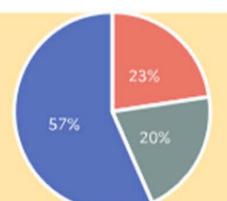
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Notation internationale

Fitch Ratings confirme la solidité du profil de crédit de la BOAD

L'agence internationale de notation Fitch Ratings a confirmé, ce 17 avril 2025, la notation de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et a rehaussé la perspective associée de « Négative » à « Stable ». Cette décision confirme la solidité du profil de crédit de la BOAD, qui demeure la seule notation catégorie Investissement* de la région ouest-africaine.

● Wilson Lawson

L'amélioration de la perspective reflète les bonnes performances de la Banque en 2024, notamment sur ses expositions souveraines. Fitch Ratings salue également la solide capitalisation de la Banque, sa forte position de liquidité, renforcée par son accès au refinancement de la BCEAO, et son accès avéré aux marchés de capitaux. De plus, l'agence relève favorablement les efforts de la Banque en matière d'optimisation bilancielle. Elle a proactivement engagé, ces dernières années, des mécanismes innovants, dont l'assurance-crédit sur une partie de son portefeuille non souverain, la titrisation de créances et, plus récemment, l'émission inaugurale publique d'obligations hybrides durables, pour un montant de 500 millions USD. La confirmation de la notation de la Banque repose aussi sur l'engagement de l'ensemble de ses actionnaires, alors



que l'augmentation de capital prévue par le plan stratégique Djoliba se poursuit auprès des huit Etats membres et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), mais aussi des actionnaires non régionaux. La décision de l'agence Fitch Ratings reflète la reconnaissance des efforts soutenus de la BOAD pour consolider son modèle financier tout en poursuivant sa mission de développement au service de la région. Elle fait écho à la révision, en septembre 2024, de la perspective associée à la notation Baa1 de la Banque par l'agence Moody's, passée de « Négative » à « Stable ».

La BOAD est ainsi confortée dans la poursuite de ses objectifs stratégiques et de son engagement en faveur du développement durable en Afrique de l'Ouest. « La Banque Ouest Africaine de Développement se félicite du rehaussement de sa perspective et de la reconnaissance du respect de ses engagements. Elle est déterminée à préserver et renforcer davantage ses fondamentaux en vue d'accroître ses capacités d'intervention et ses impacts sur les économies et populations de la zone UEMOA » a déclaré le Président de la Banque, M. Serge EKUE.

Décès du Pape François

Le Togo adresse ses condoléances à l'Église Catholique

Le chef de l'Église Catholique, le Pape François s'est éteint ce lundi 21 avril à 88 ans, a annoncé le Vatican. Peu après l'annonce officielle, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a adressé, au nom du Togo, ses condoléances.

« C'est avec une grande émotion que j'ai appris le décès de Sa Sainteté le Père François. Artisan infatigable de paix, de justice et de fraternité, il laisse une empreinte profonde dans notre humanité. Son engagement en faveur des plus vulnérables et son appel constant à la dignité humaine resteront gravés dans nos mémoires », a notamment

formulé le chef de l'Etat. Premier souverain pontife sud-américain de l'histoire, Jorge Mario Bergoglio avait été élu en 2013, après la renonciation de Benoît XVI. Durant son pontificat, il s'est montré



très attaché aux plus démunis, lui valant un surnom de 'Pape des Pauvres'. En 2019, au lendemain de la célébration du 59ème anniversaire de l'indépendance du Togo, le n°1 togolais avait été reçu par ce dernier au Saint-Siège, l'occasion pour les deux personnalités d'évoquer plusieurs sujets liés à la paix et la sécurité sur le continent.

(Togo Officiel)

Pour la période 2025-2034

Le Togo valide sa nouvelle politique nationale de décentralisation

Réunis à Kara, les acteurs clés de la décentralisation au Togo ont approuvé le document actualisé de la Politique Nationale de Décentralisation (PND) 2025-2034 et son plan d'action budgétisé pour 2025-2030, estimé à plus de 51 milliards FCFA. Un tournant stratégique dans la gouvernance locale, soutenu par la coopération allemande.

● Nicole Esso

Pendant trois jours, du 15 au 17 avril 2025, le Palais des congrès de Kara a accueilli un atelier technique de validation de la politique nationale de décentralisation actualisée du Togo. Le document PND 2025-2034, accompagné d'un plan d'action budgétisé quinquennal (PAQB 2025-2030), a été examiné en profondeur et approuvé par les représentants de l'administration territoriale, des ministères sectoriels, des collectivités locales, de la chefferie traditionnelle, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Le coût total de la mise en œuvre de ce plan est estimé à 51,09 milliards de FCFA. Ce processus de validation s'inscrit dans le cadre des réformes institutionnelles initiées par le gouvernement togolais, et a été soutenu techniquement et financièrement par la coopération allemande à travers la GIZ, via son programme ProDeG IV.

Démarche participative et rigoureuse

Sous la coordination du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière (MATDCC), le processus d'actualisation du document s'est articulé autour de quatre grandes étapes : le cadrage technique, le diagnostic stratégique, la formulation des orientations, puis la validation nationale. Selon Pali Essossinam, directeur de la décentralisation au MATDCC et coordonnateur du comité technique de suivi, cette démarche a été



« participative, structurée et inclusive », intégrant les contributions issues d'ateliers régionaux, d'entretiens institutionnels et d'analyses documentaires. L'expertise du cabinet PADIE – Services – Afrique Sarl a également joué un rôle clé dans la structuration du document final.

Pour une gouvernance locale renforcée

La validation de ce document marque une étape cruciale dans l'opérationnalisation de la Réforme 5 de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, qui consacre la décentralisation comme pilier fondamental du développement national. L'objectif est clair : aligner la gouvernance locale sur les priorités nationales, assurer une meilleure cohérence avec les politiques sectorielles, et intégrer les évolutions socio-économiques et politiques récentes. Pour le ministre de l'Aménagement et du Développement des Territoires, Gomado Koamy Gbloèkpo, ce cadre stratégique reflète « la volonté manifeste du chef de l'État de doter le

pays d'une décentralisation efficace, adaptée aux réalités locales et durable ».

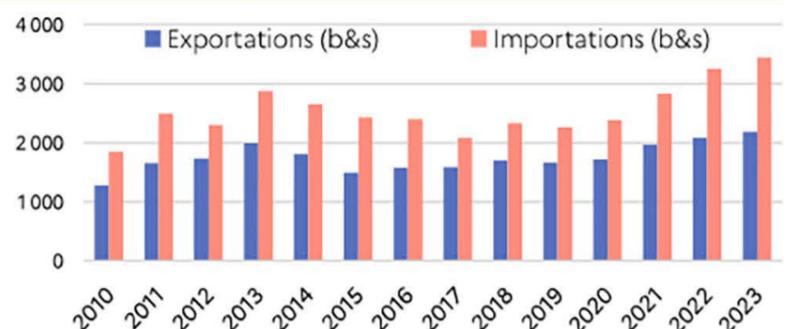
Dynamique soutenue par la coopération internationale

La coopération allemande, à travers la GIZ, accompagne les efforts du Togo, comme en témoigne l'implication du programme ProDeG IV, saluée par les autorités togolaises. Prenant la parole au nom de la GIZ, Ba Nabine Mocktar Sangbana, chef composante ProDeG IV, a salué la qualité des ressources mobilisées pour l'élaboration de ce document, tout en appelant à un engagement collectif pour sa mise en œuvre : « La réussite dépendra de notre capacité à innover, à co-construire et à transformer les défis en opportunités. » La région de la Kara, hôte de l'atelier, a exprimé sa fierté par la voix de son gouverneur, le Général de brigade Adjitowou Komlan, qui a salué « l'engagement résolu du président de la République à inscrire le Togo dans une dynamique d'émergence reconnue à l'échelle internationale. »

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-------|---------|---------|
| Exportations de biens et services (BM) | 1 971 | 2 091 | 2 192 |
| Importations de biens et services (BM) | 2 833 | 3 259 | 3 441 |
| Balance des biens et services (BM) | - 861 | - 1 167 | - 1 249 |



● Source : tresor.economie.gouv.fr

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre *Site Web* et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Afrique

Huawei réaffirme son engagement pour un avenir numérique

Organisé en marge de GITEX Africa, le Huawei Intelligent Africa Summit 2025 s'est tenu à Marrakech sous le thème « Amplifier l'intelligence pour une nouvelle Afrique ». Pour sa troisième édition, le GITEX a placé l'intelligence artificielle (IA) et l'innovation numérique au cœur de ses priorités, soulignant un tournant majeur dans la transformation technologique du continent.

● Wilson Lawson

C'est dans cet élan que Huawei a réuni ses partenaires pour réfléchir collectivement à la manière dont l'IA peut impulser un développement inclusif et durable, en contribuant à façonner l'Afrique de demain. Dans son allocution d'ouverture, Shen Li, Président de Huawei Northern Africa (Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale), a insisté sur l'impératif d'une approche intégrée et coopérative. « Nous poursuivons notre collaboration avec l'ensemble des parties prenantes autour des piliers fondamentaux du développement de l'IA – les politiques publiques, la technologie, l'écosystème et les talents – pour accélérer l'intelligence et bâtir ensemble une nouvelle Afrique », a-t-il affirmé. Un message qui a trouvé une forte résonance auprès de Lacinia Koné, Directeur Général et CEO de Smart Africa, lequel a souligné l'importance de concevoir une transformation numérique enracinée dans les spécificités du continent. « Ancrons-nous plus profondément – dans les politiques, les populations, les partenariats – pour que l'Afrique se lève avec force face aux vents du changement que souffle l'intelligence artificielle », a-t-il



● Shen Li, Président de Huawei Northern Africa (Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale).

lancé. Il a également rappelé l'atout démographique unique du continent, où plus de 70 % de la population est âgée de moins de 30 ans – un vivier de créativité, d'agilité et de résilience au service de la révolution de l'IA. Dans cette dynamique, Mounir Soussi, Vice-président de Huawei Northern Africa, a mis l'accent sur les opportunités de marché offertes par une approche centrée sur le client, dans un environnement numérique en constante évolution. « Dans cette ère de transformation, l'IA inclusive ouvre de nouveaux horizons pour l'Afrique. Huawei continuera de placer le client au cœur de sa démarche et de promouvoir l'intelligence à l'échelle du continent », a-t-il déclaré. Il a ainsi rappelé que toute innovation ne prend sens que si elle bénéficie concrètement aux citoyens et

aux acteurs économiques.

Accompagner l'essor de l'intelligence artificielle en Afrique

Le Sommet a également mis en lumière le rôle structurant d'une Nouvelle Infrastructure robuste pour accompagner l'essor de l'intelligence artificielle en Afrique. Lors d'une session dédiée, Ahmed Talaat, CTO de Huawei Cloud Northern Africa, a expliqué : « En Afrique, Huawei Cloud s'engage à construire une infrastructure cloud intelligente au service du secteur des télécommunications, tout en accélérant l'intelligence dans les autres secteurs grâce à une innovation systémique qui intègre l'IA pour le cloud et le cloud pour l'IA. » Ce pilier stratégique vise à combler les fractures numériques, tout

en fournissant une infrastructure sécurisée et évolutive, capable de soutenir les nouvelles applications basées sur l'intelligence artificielle. Autre pierre angulaire du Sommet, la Nouvelle Valeur a été illustrée par le témoignage fort de Marouane Akrab, Responsable du Digital Center chez Attijariwafa Bank. « Après avoir posé les

bases d'une gouvernance efficace et de données centralisées, Attijariwafa Bank a enclenché une nouvelle phase stratégique pour faire de la donnée un véritable levier de performance. Cette deuxième étape s'est traduite par la montée en puissance des outils analytiques, une exploitation plus fine de la

donnée, et une acculturation progressive des équipes à l'usage de la Data et de l'IA », a-t-il précisé. Son intervention illustre parfaitement l'impact tangible de l'IA et des données lorsqu'elles sont intégrées de manière structurée dans une stratégie d'entreprise, notamment dans le secteur financier.

Nigeria

La révolution alimentaire et agricole prend son envol

Le Nigeria a entamé mardi 08 avril 2025 le processus de transformation significative de son secteur alimentaire et agricole en lançant la construction des Zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ), d'un montant de 510 millions de dollars, financées par la Banque africaine de développement et des partenaires au développement.



● Nicole Esso

Des milliers d'habitants de l'État de Kaduna, dans le nord du Nigeria, ont bravé un soleil de plomb et une averse en fin d'après-midi, la première pluie en plus de six mois, pour assister à l'inauguration des travaux du premier des huit projets SAPZ par le vice-président du pays, Kashim Shettima, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, et le gouverneur de la région, Uba Sani. Les sept autres États qui font partie du programme de la phase 1 sont Cross River, où l'inauguration des travaux aura lieu le jeudi 10 avril, Kano, Kwara, Imo, Ogun, Oyo et le territoire de la capitale fédérale. Les préparatifs sont en cours pour la deuxième phase du programme, qui couvrira les 28 États restants. Les Zones spéciales de transformation agro-industrielle devraient transformer les zones rurales du Nigeria en économies florissantes qui mettront

fin à des années d'importation de denrées alimentaires pouvant être produites localement, stimuleront la sécurité alimentaire nationale, produiront pour le marché d'exportation et créeront des emplois pour des millions de jeunes Nigériens. Le vice-président Shettima a déclaré que le programme SAPZ représente un impératif national sous la présidence de Bola Ahmed Tinubu : « Nous ne nous contentons pas d'innover. Nous construisons les infrastructures nécessaires pour nourrir notre population, autonomiser nos jeunes et remplir les promesses infinies de notre nation. La résilience de nos agriculteurs, le génie de nos entrepreneurs et notre détermination à façonner un avenir prospère, guidés par la Banque africaine de développement, c'est de cela qu'il s'agit. Le monde est en pleine course à l'innovation. Le Nigeria sera à l'avant-garde, et non à la traîne, avec cette zone comme fondement. » « M. Adesina poursuit ce rêve depuis quinze ans, et les rêves, lorsqu'ils sont persistants, peuvent se transformer en

réalités. Il est tout simplement l'un de nos meilleurs talents, plein d'idées, et c'est quelqu'un avec qui c'est un plaisir de passer du temps », a déclaré M. Shettima. M. Adesina, qui a été ministre de l'Agriculture du Nigeria, a déclaré que cette inauguration marquait la réalisation d'un rêve de longue date : « Je n'ai jamais cessé de rêver que viendrait le jour où le Nigeria disposerait de zones de transformation des cultures vivrières pour améliorer le sort des agriculteurs, redynamiser les zones rurales et faire du Nigeria une puissance dans le domaine de la transformation agricole », a-t-il ajouté. « Aujourd'hui, 10 ans plus tard, le rêve des Zones de transformation des cultures vivrières est enfin devenu réalité au Nigeria, sous la forme de Zones spéciales de transformation agro-industrielle. Quel grand jour pour le Nigeria ! Vous comprenez donc mon enthousiasme et mon exaltation aujourd'hui », a déclaré M. Adesina, accompagné de son épouse Grace Yemisi Adesina.

Nigeria

La construction de la phase 2 de l'autoroute Lagos-Calabar a débuté

La date butoir prévue en 2025 pour achever la phase 1 du chantier de construction de l'autoroute Lagos-Calabar au Nigeria approche. Le gouvernement a entamé cette semaine la phase 2.

La construction de la section Cross River de l'autoroute Lagos-Calabar a démarré le lundi 14 avril 2025, rapporte la presse locale. Ce segment dénommé 3A/3B et mesurant 65 km doit être transformé en une route à double sens comportant trois voies. Le chantier devrait durer 36 mois. L'autoroute de 700 km est prévue pour interconnecter les États de Lagos, Cross River, Akwa Ibom, Ogun, Ondo, Delta et Bayelsa. Elle fait partie des 4 projets structurants qu'exécute le Nigeria dans le cadre d'un plan d'investissement massif pour l'amélioration du réseau routier national. Il y a aussi les autoroutes Sokoto-Badagry (1068 km), Calabar-Abuja (482 km)



et Akwanga-Jos-Bauchi-Gombe (439 km). Avec les chemins de fer prévus, ces projets sont destinés à rendre le transport au Nigeria multimodal, afin de rattraper le retard infrastructurel du pays, mais aussi réduire la pression sur les routes qui concentrent la majeure partie du trafic. Ceci en raison entre autres de la faible densité du réseau ferroviaire et de la récurrence des attaques terroristes enre-

gistrées ces dernières années sur les trains. A cela s'ajoute aussi les fréquents accidents de barques dans le transport fluvial. Selon le ministère des Travaux publics, la mise en œuvre de cette feuille de route devrait au-delà des avantages directs, booster des secteurs d'activités essentiels de l'économie comme l'industrie manufacturière, l'agriculture, etc.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 18 avril 2025

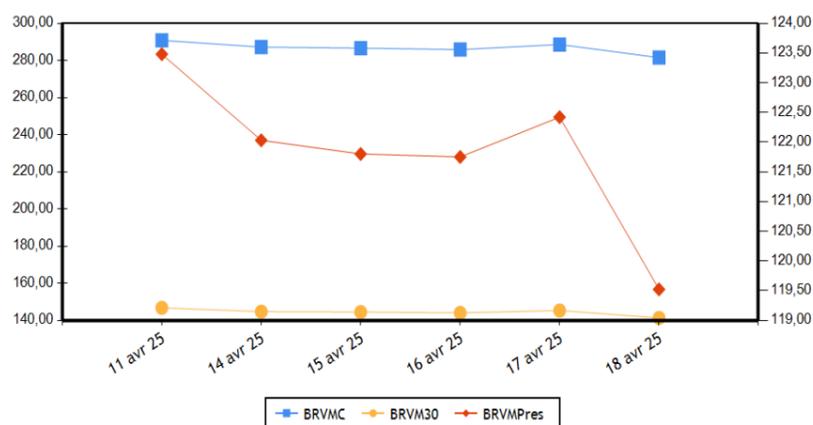
N° 75

| | |
|-----------------------|---------------|
| BRVM COMPOSITE | 281,52 |
| Variation Jour | -2,44 % ↓ |
| Variation annuelle | 1,99 % ↑ |

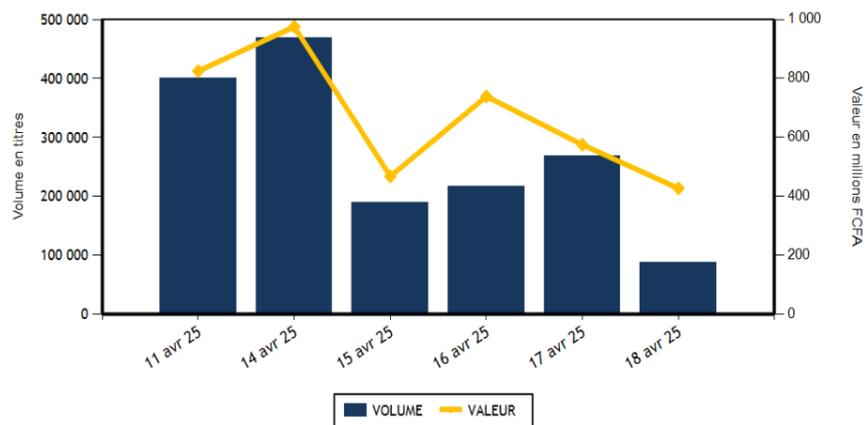
| | |
|--------------------|---------------|
| BRVM 30 | 141,29 |
| Variation Jour | -2,73 % ↓ |
| Variation annuelle | 1,84 % ↑ |

| | |
|----------------------|---------------|
| BRVM PRESTIGE | 119,52 |
| Variation Jour | -2,37 % ↓ |
| Variation annuelle | 4,08 % ↑ |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 10 558 981 636 410 | -2,44 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 87 718 | -66,10 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 418 381 380 | -12,14 % |
| Nombre de titres transigés | 41 | -8,89 % |
| Nombre de titres en hausse | 5 | -73,68 % |
| Nombre de titres en baisse | 21 | 90,91 % |
| Nombre de titres inchangés | 15 | 0,00 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 10 433 930 096 097 | -0,01 % |
| Volume échangé | 892 | -91,17 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 8 582 350 | -91,32 % |
| Nombre de titres transigés | 5 | -28,57 % |
| Nombre de titres en hausse | 1 | 0,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 3 | 0,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 1 | -66,67 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|--------------------|-------|------------|----------------|
| UNILEVER CI (UNLC) | 8 895 | 7,49 % | 37,37 % |
| SMB CI (SMBC) | 8 400 | 1,39 % | -2,38 % |
| UNIWAX CI (UNXC) | 400 | 1,27 % | -2,44 % |
| BERNABE CI (BNBC) | 1 000 | 1,01 % | -6,10 % |
| SODE CI (SDCC) | 6 250 | 0,81 % | 9,94 % |

PLUS FORTES BAISSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------------|--------|------------|----------------|
| ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC) | 14 055 | -6,27 % | -19,69 % |
| ONATEL BF (ONTBF) | 2 600 | -3,70 % | 13,29 % |
| SONATEL SN (SNTS) | 24 000 | -3,60 % | 0,00 % |
| PALM CI (PALC) | 5 745 | -2,63 % | 14,90 % |
| BANK OF AFRICA ML (BOAM) | 2 685 | -2,36 % | 42,06 % |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 119,52 | -2,37 % | 4,08 % | 27 179 | 324 194 005 | 10,05 |
| BRVM-PRINCIPAL | 37 | 156,90 | -0,27 % | 13,61 % | 60 539 | 94 187 375 | 12,33 |

INDICES SECTORIELS ANCIENS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 11 | 141,59 | 0,66 % | 20,65 % | 8 830 | 31 246 755 | 23,90 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 695,40 | -4,68 % | -8,98 % | 17 548 | 268 951 395 | 9,56 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 114,58 | -0,57 % | 12,61 % | 45 007 | 61 555 370 | 7,23 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 326,19 | -0,73 % | -0,73 % | 178 | 237 140 | 4,11 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 222,54 | -0,70 % | 12,92 % | 7 306 | 30 095 320 | 12,03 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 389,43 | -0,62 % | 16,15 % | 8 697 | 25 567 800 | 22,86 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 2 | 655,56 | -1,93 % | 0,94 % | 152 | 727 600 | 22,22 |

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

| Base = 100 au 02 janvier 2025 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|-------------|-----------|
| BRVM - TELECOMMUNICATIONS | 3 | 90,40 | -4,83 % | -9,60 % | 14 447 | 260 672 745 | 9,48 |
| BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE | 7 | 98,08 | -0,68 % | -1,92 % | 1 263 | 1 700 270 | 21,98 |
| BRVM - SERVICES FINANCIERS | 15 | 112,61 | -0,57 % | 12,61 % | 45 007 | 61 555 370 | 7,23 |
| BRVM - CONSOMMATION DE BASE | 9 | 119,10 | 0,22 % | 19,10 % | 8 296 | 40 824 230 | 22,39 |
| BRVM - INDUSTRIELS | 7 | 117,51 | -0,37 % | 17,51 % | 7 147 | 18 755 935 | 8,87 |
| BRVM - ENERGIE | 4 | 120,65 | -0,56 % | 20,65 % | 8 457 | 26 594 180 | 19,89 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 2 | 109,52 | -1,07 % | 9,52 % | 3 101 | 8 278 650 | 11,62 |

Réactions

La mort du pape François émeut le monde entier

Le monde entier réagit au décès du souverain pontife à 88 ans, ce lundi matin au Vatican.

La mort du pape François, ce lundi matin 21 avril 2025, fait évidemment réagir le monde entier. La présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, a rendu hommage au pape sur X. «Il était un grand chef spirituel, un défenseur infatigable de la paix, et sa chaleur humaine était un réconfort, pas uniquement pour les catholiques. Pape François nous a quittés. Son héritage restera», a-t-elle écrit. Le président israélien, Isaac Herzog, a salué lundi «un homme de foi profonde et de compassion sans fin». «Il accordait à juste titre une grande importance au renforcement des liens avec le monde juif et à la promotion du dialogue interreligieux comme une voie vers une meilleure compréhension et un respect mutuel», a souligné Isaac Herzog dans un message diffusé par un porte-parole de la présidence. Le roi Charles III a déclaré lundi être «très profondément attristé» après la mort du pape François, qui a servi le monde avec «dévotion toute sa vie». Charles a dit toutefois que son «cœur lourd» était «quelque peu soulagé» par le fait que le pape ait pu dimanche «partager un message de Pâques avec l'Église et le monde qu'il a servis avec dévotion tout au long de sa vie». La Garde suisse s'est aussi exprimée avec émotion: «C'est avec une profonde tristesse que la Garde suisse pontificale fait ses adieux au pape François. Nous nous souvenons avec gratitude et prière de son pontificat empreint d'humilité et de courage». Ursula von der Leyen salue «son humilité et son amour si pur pour les plus vulnérables». «Mes pensées accompagnent tous ceux qui ressentent cette profonde perte», a ajouté sur le réseau X la responsable allemande, souhaitant que l'héritage du jésuite argentin «continue de nous guider tous vers un monde plus juste, plus pacifique et plus compatissant».

Macron adresse ses condoléances

L'Allemand Friedrich Merz salue, lui, un homme «guidé par l'humilité et la foi». Emmanuel Macron a rendu hommage au pape, un homme qui a toujours été «aux côtés des plus vulnérables et des plus fragiles», et adressé «ses condoléances les plus sincères aux catholiques du monde entier». Le président français, en déplacement à Mayotte, a mis en avant «la vocation d'un homme qui tout au long de sa vie s'est battu pour plus



de justice et pour une certaine idée de l'humanité, une humanité fraternelle». Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a rendu hommage au pape François en saluant celui qui a «prié pour la paix en Ukraine», qui se bat depuis trois ans contre l'invasion russe. «Il a su donner de l'espoir, soulager la souffrance par la prière et favoriser l'unité. Il a prié pour la paix en Ukraine et pour les Ukrainiens», a-t-il dit sur X, quelques heures après l'annonce du décès. «Nous sommes attristés avec les Catholiques et tous les chrétiens», a-t-il poursuivi. L'Iran, pays musulman qui entretient de bonnes relations avec le Vatican, a présenté lundi ses condoléances. «Mes collègues viennent de m'apprendre la nouvelle (...), je présente mes condoléances à tous les chrétiens du monde», a déclaré lors d'un point de presse le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï, ajoutant «prier Dieu Tout-Puissant pour la paix» du pape François.

«Qu'il repose en paix»

«Qu'il repose en paix», dit de son côté Premier ministre espagnol Pedro Sánchez s'est dit peiné lundi par la mort du pape François, saluant son engagement «pour la paix, la justice sociale et les plus vulnérables», dans un message sur le réseau social X peu après l'annonce de son décès. Il laisse «un héritage profond. Qu'il repose en paix», a-t-il ajouté à propos du pontife argentin. De son côté, Giorgia Meloni, Présidente du Conseil des ministres d'Italie, a également réagi à la mort du pape: «Un grand homme nous quitte», a-t-elle écrit. Le pape François était le défenseur des «pauvres» et des «opprimés», salue le Premier ministre irlandais, Micheál Martin. Le vice-président étasunien, JD Vance, reçu hier dimanche par le pape, adresse ce lundi ses pensées «aux millions de chrétiens qui l'aimaient». «Qu'il repose en paix», dit de son côté la Maison-Blanche. Le pape François était «une voix de

paix, d'amour et de compassion», déclare de son côté le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi.

La perte d'«un ami cher»

Le Premier ministre éthiopien, Ably Ahmed, rend hommage à «son héritage de compassion» et «d'humilité». Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, s'est également exprimé: «Des millions de personnes à travers le monde se souviendront toujours du pape François comme d'un modèle de compassion, d'humilité et de courage spirituel», a réagi le dirigeant dans un communiqué après la mort du souverain pontife, relevant que François avait «servi avec diligence les pauvres et les opprimés» et apporté de «l'espoir à ceux qui souffraient». Le Liban dit avoir «perdu un ami cher», alors que l'allemand Olaf Scholz salue un «défenseur des plus faibles» et un «homme de réconciliation». Le président Mahmoud Abbas rend hommage à «un ami fidèle du peuple palestinien». Le président kényan William Ruto salue «son engagement indéfectible en faveur de l'inclusion et de la justice» Christine Lagarde rend hommage à «une voix mondiale pour l'unité, la justice et la dignité humaine». De son côté, Vladimir Poutine salue un «défenseur» de «l'humanisme et de la justice». «Tout au long de son pontificat, il a contribué activement au développement du dialogue entre les Églises orthodoxe russe et catholique romaine, ainsi qu'à une interaction constructive entre la Russie et le Saint-Siège», a ajouté M. Poutine, dans un télégramme de condoléances publié sur le site du Kremlin. «J'ai eu l'occasion de m'entretenir à plusieurs reprises avec cet homme remarquable et je garderai toujours de lui un souvenir lumineux», a poursuivi M. Poutine. Le prix Nobel de la paix Muhammad Yunus, à la tête du gouvernement provisoire au Bangladesh, a salué un «véritable ami et une âme soeur» en François, figure d'«humilité et de compassion».

(afp)

Etats-Unis

Milliardaires et multinationales bien lotis à l'ère de Trump

Le président américain dénonce les taxes visant les entreprises américaines de la tech, dont les patrons sont devenus ses proches alliés.

La coopération internationale contre l'optimisation fiscale est une des victimes de l'offensive de Donald Trump contre le multilatéralisme, avec le retrait américain de l'accord sur la taxation des multinationales et les représailles contre les pays taxant les géants technologiques. En plein conflit commercial, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a pourtant réaffirmé le 10 avril la menace de taxer «les revenus publicitaires des services numériques», si les négociations pour diminuer les droits de douane n'aboutissaient pas.

Taxes sur les services numériques

Les géants américains du numérique, Google, Apple, Facebook, Amazon ou Microsoft (GAFAM), sont accusés de profiter du caractère immatériel de leur activité pour échapper à l'impôt. La France, suivie par sept autres pays, a engagé un bras de fer en mettant ces groupes à contribution en 2019. Cette taxe a rapporté près de 780 millions d'euros à l'État français en 2024, selon Bercy. Fin 2019, l'administration Trump avait déjà menacé de surtaxer le champagne et les



fromages français en retour. Dans un memorandum publié le 21 février 2025, le président américain dénonce ces taxes visant les entreprises américaines de la tech, dont les patrons sont devenus ses proches alliés. Il promet d'agir en retour «en imposant des droits de douane et toute autre mesure nécessaire pour atténuer le préjudice causé aux États-Unis».

Taxation minimale des multinationales

Fin 2021, un accord historique avait vu près de 140 États s'engager à davantage taxer les multinationales. Deux piliers ont été adoptés. Le premier vise à faire payer aux multinationales, du numérique notamment, des impôts dans les pays où se trouvent leurs clients. Le second fixe un taux minimal de taxation: 15% des bénéfices. Dès son retour au pouvoir, Donald Trump a retiré les États-Unis de l'accord et me-

nacé de représailles tout pays qui appliquerait le pilier 1 à des entreprises américaines. «Les négociations sont au point mort depuis un certain temps, y compris sous l'administration Biden», a déclaré à l'AFP Daniel Bunn, directeur de la Tax Foundation, un think tank américain.

Taxation des milliardaires

Initié par le G20 sous présidence brésilienne en 2024, un projet visant à instaurer un impôt minimum de 2% sur les patrimoines supérieurs à un milliard de dollars, susceptible de générer 200 à 250 milliards de dollars annuels, n'a pas abouti, notamment en raison d'un refus des États-Unis sous Joe Biden. Mais les États se sont engagés en novembre à coopérer en vue de taxer davantage les milliardaires. La priorité donnée aux baisses d'impôts par l'administration Trump et sa proximité avec les milliardaires fragilisent le projet. D'autant que les États-Unis sont très tatillons sur leur «souveraineté fiscale», souligne Daniel Bunn, même si certains républicains sont favorables à taxer plus les revenus des ultra-riches américains.

(afp)

Guerre commerciale

Le patron de JP Morgan tance la politique de Trump

Le directeur général de la banque américaine, Jamie Dimon, appelle dans un entretien au Financial Times à «dialoguer avec la Chine» et à «collaborer avec nos alliés», dans le contexte de la guerre commerciale lancée par Donald Trump.

Jamie Dimon s'inscrit en faux par rapport à la politique étrangère de Donald Trump. Dans une interview accordée au Financial Times mardi, le directeur général de JP Morgan, dont la parole se fait assez rare et feutrée, s'est exprimé sur la situation internationale dans le contexte de la guerre commerciale lancée par les États-Unis. À l'heure où le président américain ne cesse de répéter que l'Union européenne a été créée pour «entuber» Washington, le patron de la plus grande banque américaine appelle au contraire à «renforcer et se rapprocher de l'Europe, non l'affaiblir et de s'en éloigner», faisant ainsi référence à la menace de droits de douane réciproques de 20% brandie par Donald Trump à l'encontre du Vieux Continent. Le milliardaire a toutefois suspendu leur entrée en vigueur le 9 avril dernier



pour une durée de 90 jours. «L'Europe a déjà reconnu la nécessité de modifier ses propres règles, réglementations et lignes directrices pour croître plus vite, mais cela doit être fait avec nous», a insisté Jamie Dimon au cours de cet entretien fleuve.

Dialoguer avec la Chine

Se rapprocher de ses alliés pourrait permettre aux États-Unis de négocier avec la Chine, selon lui. «Je souhaiterais négocier avec l'Europe, le Royaume-Uni, le Japon, la Corée, l'Australie, les Philippines, et entretenir des relations économiques très solides, puis affronter

la Chine et lui dire: "Nous voulons commercer avec vous, mais voici les conditions commerciales que nous jugeons tous équitables et raisonnables."», a-t-il expliqué. «Je pense que nous devrions collaborer avec nos alliés, ce qui est précisément ce que la Chine ne souhaite pas», a appuyé le banquier américain. Mais contrairement à Donald Trump, qui a imposé des surtaxes douanières allant jusqu'à 145% sur une grande quantité de produits chinois, Jamie Dimon «pense que la Chine et l'Amérique devraient dialoguer». «Elles ont commencé à le faire, mais pour l'instant, elles ne se parlent pas beaucoup», a-t-il déploré, alors que la Chine a répliqué avec des droits de douane de rétorsion de 125% sur les marchandises américaines importées.

Avec latribune.fr

Pour un monde plus juste, plus vert et plus durable

À l'ONU, des jeunes partagent leurs projets

Des jeunes du monde entier sont réunis au Siège de l'ONU, à New York, cette semaine pour partager leurs recommandations visant à transformer le monde en un endroit plus juste, plus vert et plus durable, dans le cadre du Forum des jeunes du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

L'urgence de façonner un avenir plus durable, plus inclusif et plus juste pour tous n'a jamais été aussi évidente », a déclaré le président de l'ECOSOC, Bob Rae, en lançant, mardi les travaux de la session plénière du Forum. « Vous êtes les leaders d'aujourd'hui. Nous ne pouvons pas attendre demain, nous avons besoin que vous commenciez à participer et à prendre les choses en main dès aujourd'hui », a dit M. Rae aux jeunes participants réunis pour ce forum qui dure trois jours. Nous ne pouvons pas attendre demain, nous avons besoin que vous commenciez à prendre les choses en main dès aujourd'hui. Le Forum, pour qui le changement durable et l'inclusion sociale sont des valeurs centrales, est le plus grand rassemblement annuel de jeunes de l'ONU. Convoqué par le président de l'ECOSOC et organisé par divers départe-



tements des Nations Unies, le rassemblement offre aux jeunes une plateforme leur permettant de s'engager de manière significative dans un dialogue avec les États membres et les entités du système des Nations Unies.

La jeunesse au premier plan

Le thème de cette année est « La jeunesse en première ligne : tirer parti de la science et de l'inclusion sociale pour le développement durable ». C'est l'occasion pour des jeunes de présen-

ter des idées et des initiatives novatrices afin d'améliorer la santé et l'éducation, réduire les inégalités et stimuler la croissance économique, tout en s'attaquant au changement climatique et en œuvrant à la préservation des océans et des forêts. « Il est très important de représenter les voix des personnes qui n'ont pas la chance ou le privilège de s'exprimer sur des sujets importants », a déclaré Selvican Sahin, une jeune participante allemande, à ONU Info.

L'inclusion sociale

Face à une série de crises

complexes, le monde a besoin de la voix des jeunes. En tant qu'agents du changement, les jeunes contribuent à la justice sociale, au développement durable et à la sécurité mondiale. Le Forum souligne à quel point l'inclusion sociale est essen-



tielle pour le développement durable. « Il est très important de réunir le plus grand nombre de personnes possible autour de la table, car cela permet d'entendre leurs préoccupations », a affirmé Ryan Li, du Canada, à ONU Info.

Des voix essentielles

En apportant des perspectives nouvelles et audacieuses, les jeunes jouent un rôle crucial et unique, en agissant comme une force pour le développement durable et en stimulant l'innovation et le progrès aux niveaux local, national et mondial. Interrogé sur l'importance de la représentation des jeunes à l'ONU, Chaïmane Ribani, un participant,

a déclaré à ONU Info que les jeunes « veulent faire partie du changement » et « veulent façonner ces politiques nationales et internationales ». L'engagement actif des jeunes dans ces discussions est essentiel, car il constitue une base solide pour un avenir durable, équitable et inclusif pour les générations à venir. « L'autonomisation de nos jeunes est un investissement qui apporte des avantages durables à la société et à l'avenir qu'ils façonnent », a affirmé Philémon Yang, le président de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de la session plénière d'ouverture. Le Forum des jeunes de l'ECOSOC se déroule de mardi à jeudi cette semaine et comprend huit sessions thématiques dédiées à l'avancement de l'Agenda 2030 de l'ONU et de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD).

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Le secteur d'argent sera dans l'ensemble assez stable. Saturne, planète de restriction, ne vous permettra malheureusement pas d'espérer des coups de chance inattendus. Mais comme il sera assez neutre, il ne vous vaudra en principe pas de problèmes.

Taureau Pluton en aspect dysharmonique pourra avoir une incidence sur votre niveau de vie. Dans quelques cas, en raréfiant vos revenus. Pour la plupart d'entre vous, en se contentant de vous inciter à gérer très sagement votre budget. Quelques natifs décideront de diminuer notablement leur train de vie pour des raisons idéologiques ou écologiques.

Gémeaux Cette fois, vous pourrez relâcher un peu votre vigilance en matière pécuniaire et vous laisser aller à quelques folies... raisonnables ! Mieux vaudra en effet tenir compte de vos possibilités avant de vous lancer dans des achats ruineux.

Cancer Vous devrez trouver un juste équilibre entre vos dépenses et vos rentrées d'argent. Pas si facile à réaliser, pour vous qui avez une nette tendance à vivre au-dessus de vos moyens ! D'autant plus que vous serez euphorique. Veillez à ne pas jeter l'argent par les fenêtres !

Lion La Lune en cette configuration vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Vierge Avec les aspects explosifs de la planète Jupiter, vous serez tenté de dépenser sans compter, surtout si vous êtes en déplacement. Gare aux fins de mois qui risquent de tourner au cauchemar !

Balance Il s'agira pour vous d'une journée de chance exceptionnelle, dont il conviendra de tirer tout le parti possible. Les astres vous assureront financièrement de tout leur appui. Vous pourrez parfaitement compter sur une heureuse évolution de vos affaires. Mais il vous faudra faire preuve de toute votre souplesse et de votre diplomatie pour contourner les obstacles que les envieux ne manqueront pas de dresser sur votre route.

Scorpion Vous aurez tendance à voir trop grand en matière de finances. Etudiez à fond les propositions que l'on vous fait : elles sont moins lucratives qu'elles ne le paraissent et vous entraîneraient beaucoup trop loin. De même, évitez les dépenses somptuaires ; dans votre situation présente, elles sont inutiles et ne vous apporteraient que des inconvénients.

Capricorne Attention : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux. Evitez de céder à ces tentations, sous peine de voir la chance se retourner contre vous.

Sagittaire Les impacts planétaires devraient vous aider à améliorer votre équilibre financier. Tous ceux d'entre vous qui sortent d'une période délicate vont avoir la possibilité d'assainir leurs comptes. Les autres, qui sont en équilibre, devraient pouvoir placer utilement leurs économies. Si vous souhaitez jouer en Bourse, privilégiez la rentabilité à moyen terme.

Verseau Neptune, l'un des astres qui dirige pour vous le plan financier, agira de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à devenir un excellent gestionnaire. Aucun risque donc de vous voir jeter de l'argent par la fenêtre ; au contraire, vous saurez gagner de l'argent et le faire fructifier de façon avisée.

Poisson Pluton ne sera pas forcément négatif et pourra même vous valoir une certaine chance pécuniaire. Mais la Lune n'est jamais très favorable sur le plan financier. Donc, même si votre situation est saine, mieux vaudra continuer à rester vigilant et à ne pas décider des achats importants. Evitez également de vous lancer dans des placements à risque, le climat étant trop incertain.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



ARTIFICIAL
INTELLIGENCE
FOR
DEVELOPMENT



IDRC · CRDI
Canada



UK International
Development
Partnership | Progress | Prosperity

Appel à manifestation d'intérêt

Mobilisation de la société civile sur l'intelligence artificielle et ses enjeux en Afrique francophone

Contexte

Niyel est une agence internationale de campagnes, de plaidoyer et d'affaires publiques basée à Dakar, au Sénégal. Depuis sa création en 2008, Niyel œuvre à promouvoir les droits humains et à garantir que les politiques publiques contribuent au développement de tous. Forte de 17 années d'expérience dans les secteurs du plaidoyer et du développement, Niyel reconnaît l'importance d'une gouvernance éthique, inclusive et responsable des technologies émergentes, en particulier de l'intelligence artificielle (IA), et s'engage à contribuer activement aux réflexions et initiatives visant à garantir son développement juste et respectueux des droits humains.

Sachant que l'IA transforme le paysage mondial et que son impact en Afrique est croissant, il est essentiel que les politiques et stratégies de gouvernance des données et des nouvelles technologies soient inclusives, responsables et éthiques en prenant en compte les réalités des communautés, notamment celles des femmes et des groupes vulnérables.

Assez souvent, les technologies sont conçues sans prendre en compte les réalités et les besoins des communautés locales, en particulier des groupes vulnérables. Face au risque d'exclusion des processus décisionnels et l'aggravation des inégalités, la société civile incarne une force de transformation essentielle. Sa présence dans le débat affirme qu'elle représente un levier pour impulser un changement durable. Bien au-delà de l'IA, la société civile se distingue par sa capacité à élargir les espaces de participation citoyenne et à co-construire des solutions ancrées dans les réalités locales. Cette conviction s'appuie sur son expertise de terrain précieuse, sa force de mobilisation et son aptitude à influencer les politiques publiques. Par sa diversité d'approches et d'expériences, elle permet de faire émerger des politiques plus inclusives, plus légitimes mais surtout, porteuse de transformation sociale.

Ainsi, à travers l'Initiative pour le Développement de l'Intelligence Artificielle (IDIA), Niyel souhaite collaborer avec cinq (5) organisations de la société civile francophones afin de favoriser une participation active de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques relatives à l'IA. Cette initiative vise à renforcer la compréhension des décideurs et du grand public sur l'IA et ses enjeux et à encourager une demande publique durable de promotion des politiques publiques éthiques, responsables et inclusives. C'est dans cette optique que NIYEL lance cet

appel à manifestation d'intérêt pour les organisations de la société civile et mouvements sociaux de pays de l'Afrique de l'Ouest francophone, précisément du **Sénégal, du Burkina Faso, du Bénin, du Mali, du Togo, de la Côte d'Ivoire, et de la Guinée Conakry**, engagées dans les questions numériques technologiques et éthiques, de plaidoyer et de développement en général.

Ainsi, Niyel assistera des organisations à mobiliser leurs communautés sur les enjeux liés à l'IA, son impact sur le développement, la gouvernance, les droits humains et l'inclusion numérique. Grâce à un soutien technique et financier, cinq (5) organisations sélectionnées se verront organiser des consultations nationales inclusives dans leur pays respectifs afin de recueillir les attentes et préoccupations des populations sur l'IA et son impact dans divers secteurs (éducation, santé, économie, engagement citoyen) et engager leurs communautés dans la compréhension des enjeux de l'IA.

Objectif

L'objectif général étant de garantir une participation inclusive et éclairée des communautés dans les processus de définition et de mise en œuvre des politiques et réglementations liées à l'IA. Cette mobilisation de la société civile vise à :

- Favoriser un dialogue au niveau national entre société civile, décideurs politiques, chercheurs, experts et citoyens afin de contribuer aux processus nationaux d'élaboration et de mise en œuvre de politiques nationales et régionales inclusives.
- Engager la société civile dans la contribution à l'élaboration de politiques publiques sur l'IA qui intègrent les données probantes issues de recherche, les réalités locales, les besoins des populations et respectent les principes d'éthique, d'inclusivité et de responsabilité.

Responsabilités des organisations sélectionnées

Les organisations retenues auront pour missions de développer et mettre en œuvre un plan d'action intégrant des activités liées à :

- L'organisation et l'animation de discussions et de consultations nationales inclusives au niveau national sur les implications économiques, sociétales et éthiques de l'IA.
- L'identification des défis et opportunités spécifiques à chaque pays pour une adoption éthique et responsable et inclusive de l'IA en collaboration avec des chercheurs
- La collecte et la synthèse des contributions des communautés pour orienter les politiques publiques.
- Le développement d'initiatives de communication visant à renforcer les connaissances du public sur l'IA
- La production de rapports techniques et financiers à destination de Niyel
- La collaboration étroite avec Niyel, dans le respect de ses valeurs et en cohérence avec ses objectifs.

Profils recherchés et critères d'éligibilité

Cet appel à manifestation d'intérêt est destiné à la société civile ouest africaine francophone engagées dans les questions numériques, technologiques et éthiques, de plaidoyer et de développement en général. Sont éligibles, les OSC, les organisations communautaires et les mouvements sociaux sous réserve de répondre aux critères suivants:

- Etre basées en Afrique de l'Ouest francophone (Sénégal, Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, Niger et Guinée Conakry).
- Etre légalement enregistrées dans un pays d'Afrique francophone (preuve d'enregistrement requise).
- Etre capable de justifier d'une crédibilité démontrée par des réalisations passées significatives (portfolio ou documentation similaire).
 - Avoir une expertise et un engagement avérés dans les domaines de l'inclusion, du genre et de l'influence des politiques publiques, en collaboration avec le gouvernement, en particulier sur les questions liées à l'IA.
 - Disposer d'une connaissance approfondie des dynamiques nationales et des enjeux spécifiques à l'Afrique francophone au niveau régional et international dans le domaine de l'IA.
 - Avoir une expérience dans l'organisation des événements, et la mobilisation des communautés, en particulier les femmes et les groupes vulnérables.

Ces organisations seront évaluées sur la base de leur pertinence stratégique, de la clarté des objectifs et de leur capacité à influencer le débat public.

Modalités de financement et d'appui

Les organisations sélectionnées recevront :

- Un appui financier* de maximum 3 millions de FCFA réparti comme suit :
 - 1 million FCFA pour l'organisation des consultations nationales.
 - 2 millions FCFA pour la mise en œuvre des activités pour engager et mobiliser la communauté .
- Un accompagnement technique et un accès à un réseau d'experts pour maximiser l'impact des actions.

* Modalités de paiement : 70 % du financement sera débloqué après validation du plan d'action, et le reste sera versé à la fin de la mise en œuvre dudit plan et après soumission des rapports techniques et financiers (pièces justificatives incluses).

Processus de candidature

1. Soumission

Les organisations intéressées doivent soumettre les informations et documents suivants avant le **28 Avril 2025**.

- Une lettre d'intérêt expliquant leur motivation et engagement sur l'IA
- Une note de présentation détaillant en 4 pages maximum :
 - Leur expérience et références en plaidoyer, droits numériques, intelligence artificielle et inclusion technologique.
 - Leur capacité à mobiliser les communautés et à interagir avec les décideurs politiques.
 - Leur engagement et stratégie pour contribuer à la gouvernance de l'IA.
- Une preuve d'enregistrement de l'organisation dans un des pays d'Afrique francophone cité.
- Les coordonnées du point focal de l'organisation.

2. Sélection et suivi

- Un processus de présélection sera mené, à l'issue duquel les organisations présélectionnées seront invitées à un bref entretien de clarification
- 5 organisations seront sélectionnées, notifiées et invitées à des sessions de cadrage visant à poser les bases de la collaboration et étayer les attentes du projet
- Un contrat de subvention sera signé
- Un plan d'action initial devra être soumis sous 15 jours après signature du contrat
- Niyel assurera un suivi bi-hebdomadaire pendant la mise en œuvre des activités.

Les candidatures doivent être envoyées à akande@niyel.net en mettant copie ykallali@niyel.net avant le **28 avril 2025**. Toute soumission tardive ou incomplète ne sera pas prise en compte.

Informations supplémentaires

Pour toute **question**, vous pouvez contacter akande@niyel.net jusqu'au **25 Avril 2025**.

Lycée de Notsè**Enseignants et élèves entretenus sur le CERFER**

Une délégation du Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER), conduite par le directeur général, Dr. Samah Ouro-Djobo s'est entretenue avec les élèves et le personnel enseignant du Lycée de Notsè sur le rôle et la mission du CERFER le mardi 15 avril dans la localité.

La rencontre s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à l'intégration de la formation (PAIF) pour la mise en œuvre du Plan de développement stratégique (PDS) 2016-2026 avec le soutien de la Banque africaine de développement (BAD). L'initiative vise à informer les apprenants des lycées techniques et ceux qui font les séries scientifiques sur le rôle et la mission du CERFER afin de susciter en eux une adhésion à la formation continue. Les participants ont été informés sur les concours d'entrée et l'admission au CERFER, sa notoriété et son image auprès des acteurs de l'enseignement et professionnels et les défis d'inscription des filles aux filières techniques. Ils ont été également entretenus sur la mission, l'évolution de l'organisation du CERFER et son impact sur les jeunes



apprenants afin de susciter leur inscription dans les filières de formation du centre. Le Directeur général CERFER, Dr. Samah Ouro-Djobo a indiqué que cette rencontre vient renforcer la visibilité du centre et la découverte des opportunités qu'offre celui-ci dans le cadre de la formation professionnelle. Selon lui, la restructuration et la réhabilitation du Centre lui ont permis de se positionner en pôle d'excellence afin de répondre efficacement aux besoins du marché. Il a invité les apprenants à faire

un bon choix après le BAC 2. Le proviseur du Lycée de Notsè, Dogbé Folly a rassuré la délégation de la détermination des apprenants à s'inscrire au CERFER dès leur réussite au BAC2. Il a encouragé les élèves au travail bien fait pour mériter les places au CERFER. Le CERFER est spécialisé dans la formation des techniciens en génie civil et en génie mécanique. Il regroupe les pays du Conseil de l'Entente : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo.

Avec ATOP/YM/FD/KYA

Real Madrid**Le boss du Bayer Leverkusen fait une annonce sur Xabi Alonso**

Avec un Carlo Ancelotti plus que jamais sur la sellette, le nom de Xabi Alonso est à nouveau cité dans les travées du Bernabéu. Présent à Madrid pour la remise des trophées Laureus, le PDG du club allemand a confirmé qu'un accord existait avec son coach en vue d'un départ.



Revenu au Real Madrid en 2021, Carlo Ancelotti a de nouveau fait des merveilles avec les Merengues. L'homme de la Décima (2014) a su ajouter deux autres Ligues des Champions et deux autres Ligas au palmarès de la Casa Blanca (2022, 2024). Mais malgré ses deux doubles, l'Italien a de très fortes chances de ne pas résister à la crise actuelle du Real Madrid. Éliminé sans gloire de la C1 par Arsenal (0-3, 1-2), distancé en championnat par le FC Barcelone, le champion d'Europe en titre pourrait boucler une saison blanche en gros titre. Ce qui ferait tache l'année où Flo-

rentino Pérez pensait rendre son équipe encore plus forte avec l'arrivée de Kylian Mbappé. Madrid peut encore sauver les meubles s'il remporte la finale de la Coupe du Roi le 26 avril prochain, mais l'impression générale laissée par l'équipe d'Ancelotti n'est pas bonne. Et comme souvent, c'est l'entraîneur qui risque de trinquer. Poussé vers la sortie en 2015, Ancelotti pourrait bien connaître

le même sort d'ici la fin de la saison. Une fois encore, le nom de Xabi Alonso revient avec insistance pour le remplacer. Jeune entraîneur de 43 ans déjà sacré en Bundesliga, l'ancien milieu de terrain merengue coche toutes les cases pour s'asseoir sur le banc de touche merengue. Sous contrat avec le Bayer Leverkusen jusqu'en 2026, Alonso sera-t-il l'heureux élu ? Présent à Madrid dans le cadre des trophées Laureus, le PDG du club allemand, Fernando Carro, a été assailli de questions par la presse espagnole. L'occasion pour lui de faire une révélation.

Avec footmercato.net

Prévention des risques de catastrophes**L'ANPC renforce les capacités des plateformes préfectorales**

Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, à travers l'Agence nationale de protection civile (ANPC), a initié les 14 et 15 avril à Dapaong, un atelier de renforcement de capacités des membres des plateformes préfectorales de prévention des risques de catastrophes de Tône et Cinkassé sur la prestation de services en période de crise.

Cette formation a regroupé une soixantaine de praticiens de sauvetage en cas de situation d'urgence des deux préfectures. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre du projet « Facilite de prévention dans le Golfe de Guinée » du Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Cette démarche a pour objectif de renforcer les compétences des membres des plateformes préfectorales pour améliorer leurs prestations dans les communautés à risque dans un contexte de débordement de la crise du sahel. Cette session a permis d'outiller les participants sur les conduites à tenir pour fournir des services de qualité et adaptés aux besoins des communautés affectées, tout en favorisant la cohésion sociale et la confiance entre les citoyens et les autorités. Les participants ont été instruits, entre autres, sur la « gestion des crises et la réponse adaptée aux besoins des populations vulnérables » et « la planification participative et inclusive des services sociaux ».



Ils ont été aussi sensibilisés sur les approches de résilience communautaire et de réduction des risques face à l'extrémisme violent que subit la région des Savanes. Le secrétaire général du gouvernorat des Savanes, Kegbero Latifou Seigneur a indiqué que la sauvegarde des intérêts nationaux, y compris celui des régions est une constante préoccupation des autorités, sous la dynamique impulsion du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Il a ajouté que la protection du pays est un devoir sacré qui doit être soutenu par tous. Pour la directrice de la planification et des opérations d'urgences à l'ANPC, Mme Yaya Seydatou, « cette activité représente une étape cruciale dans l'amélioration de nos prestations de service

en cette période de crise sécuritaire que subit la région des Savanes ». Le représentant de la représentante résidente du PNUD au Togo, M. Mandela Djaho a réaffirmé l'engagement et la détermination de son institution dans le renforcement du niveau de résilience du Togo face aux risques de catastrophes. La plateforme nationale sur la réduction des risques de catastrophe a été mise en place en avril 2007 afin de faciliter l'interaction entre tous les acteurs impliqués et d'appuyer l'organisation de la réduction des risques de catastrophe dans les plans, programmes et projets de développement. Elle a des démembrements aux niveaux régional et préfectoral.

Avec ATOP/BBG/BV/CA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres**DEVELOPPEMENT ET INEGALITES**

| | Pays | Afrique subsaharienne |
|--|-----------|-----------------------|
| PIB/habitant (FMI, 2023) | 1 001 USD | 1 680 USD |
| Classement IDH (PNUD, 2022) | 163/193 | - |
| Coefficient de GINI (BM, 2021)* | 37,9 | - |
| Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021) | 26,6% | 36,7% (2019) |
| Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019) | 67% | 68% |
| Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022) | 5,6 ans | 6 ans (2022) |
| Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022) | 71% | 75% |
| Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020) | 39% | 51% |
| APD nette par habitant (BM, 2022) | 49 USD | 49 USD |
| Taux d'inclusion financière (BM, 2021)** | 49,6% | 55,1% |

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).

** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

| | Pays | Afrique |
|---|-------|--------------|
| Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022) | 0,08 | 0,26 |
| Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022) | 231 | 223 |
| Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023) | 12,8% | 19,9% (2022) |

INFRASTRUCTURES

| | | |
|--|-------|------------|
| Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022) | 57,2% | 51,4% |
| Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022) | 71% | 65% |
| Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022) | 19% | 35% |
| Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022) | 43/54 | - |
| dont Transport index | 28/54 | - |
| Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022) | 74% | 89% |
| Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022) | 38% | 37% (2023) |
| Indice de performance logistique (BM, 2023)* | 2,5 | 2,5 |

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

| | |
|---------------------------------|---------|
| Transparency international 2023 | 126/180 |
| Mo Ibrahim 2023 | 22/54 |
| Reporters sans frontières 2024 | 113/180 |



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr



MyBOA

Gérez vos comptes,
vos cartes et vos transferts...
avec votre smartphone.

Téléchargement sur

